

Le 13 mars préparation de la venue en Finistère des frères Bocquet

Rendez-vous le lundi 13 mars à 18h à la MPT de Penhars à Quimper pour préparer la venue en Finistère d'**Alain et Éric Bocquet** qui seront à *Quimper* le *Mercredi 5 avril après-midi*, dans le cadre de leur très courte tournée bretonne (ils arrivent à Rennes le mardi matin et repartent le mercredi soir) pour parler de leur livre **Sans domicile fisc** (Cherche Midi 2016).



C'est donc leur seul passage dans le Finistère.

Nous les recevrons aux Halles St François :

- **14h30 point presse**
- **15h -17h rencontre-débat avec signature de leur livre**

Cette rencontre se situe dans le cadre des initiatives départementales et régionales pour les élections présidentielle et législatives de 2017.

Elle se déroulera à un peu plus de deux semaines du 1^{er} tour des présidentielles et portera sur la question de l'évasion fiscale, enjeu important de ces élections, comme tout ce qui touche à la finance.

Sa réussite dépendra du caractère collectif de sa préparation

pour mobiliser les communistes et bien au-delà.

C'est pourquoi a été actée au dernier conseil départemental l'organisation d'une réunion de préparation avec les camarades qui peuvent s'y impliquer : animateurs de section, membres de la direction départementale, candidats, syndicalistes...

Particulièrement ceux du sud et centre Finistère, mais les autres peuvent aussi apporter des idées !

Voici 6 citations issues de leur livre mises en exergue dans l'Huma :



1. *«Le sujet de l'évasion fiscale est, à l'origine, un sujet non criminel. Il naît de l'idée qu'un État dispendieux et non organisé ferait peser une pression fiscale insupportable sur de pauvres contribuables qui cherchent à échapper à la pression... Ceci fournit au fraudeur des excuses, et en général une certaine compassion sociale ».* Alain Bauer, criminologue.

2. *« ...moins de 1% des gens, détenteurs de gros capitaux financiers ou productifs, peuvent plus ou moins décider du sort des autres, de leur emploi et de leurs revenus. Des décennies de luttes sociales ont permis de limiter l'arbitraire et de construire des cadres devant s'imposer à*

tous. Mais de façon permanente, les mêmes détenteurs des plus gros capitaux cherchent à s'affranchir de ces règles collectives relatives à la progressivité de l'impôt, à la protection sociale à but universel, au droit du travail, aux normes environnementales, etc. ». Jean Gadrey

3. La loi Suisse sur le secret bancaire : « Ce fut en 1934. Non pour protéger le patrimoine de membres des communautés juives de la convoitise nazie, mais en réaction contre la France, dont la police avait, deux ans plus tôt, surpris le versement illicite de coupons et de dividendes non déclarés dans les locaux d'une banque bâloise à Paris ». Les frères Bocquet

4. « Seuls 1,1 à 1,6% des flux financiers mondiaux ont un lien direct avec la production et l'échange de biens et de services », le reste n'est que marchés financiers. Les frères Bocquet

5. « La plupart des citoyens manifestent une certaine bienveillance pour l'idée qu'on peut en faire passer un peu de côté ! Une attitude assortie d'une résolution, sans doute teintée d'hypocrisie, prétendant que si l'État était bien géré, on consentirait à des efforts, mais... qu'au vu des gaspillages régulièrement dénoncés, on y renonce.» Michel Claise, juge d'instruction auprès du tribunal d'instance de Bruxelles et chargé d'un cabinet financier.

6. « Les évaluations des ONG sont édifiantes : cette situation génère chaque année un manque de recettes de 60 à 80 milliards d'euros pour le budget de la République française, dont le

montant total des recettes est de 300 milliards pour 2016. Une perte à comparer avec la trentaine de milliards d'euros de recettes de l'impôt sur les sociétés, ou encore les 73 milliards du déficit budgétaire annoncé pour 2016 ». Les frères Bocquet

Le samedi 11 mars 14h à Brest (Liberté) pour rassembler la gauche

Cet appel a été envoyé aux forces de gauche, aux organisations syndicales, aux associations qui se sont battues contre la loi El Khomri, contre le CETA et le TAFTA avec lesquelles le Parti Communiste a eu tant de combats communs dans la dernière période.

Appel de la Fédération du Parti Communiste du Finistère au rassemblement de la gauche et à la mobilisation citoyenne pour le rendre possible :

retrouvons-nous le samedi 11 mars à Brest place de la Liberté et à la Maison des Syndicats !

Notre société est à un carrefour de civilisation.

Le peuple de gauche aspire à tourner la page d'un système politique réduit à l'impuissance. Un système qui engraisse les riches et le capital.

Les Français, et tout particulièrement le peuple de gauche, ne supportent plus les politiques dures pour les faibles, les solidarités, les services publics, faibles contre les

puissants, les exilés fiscaux, les multinationales, la finance.

Aujourd'hui, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui veulent pouvoir intervenir et décider en tout ce qui concerne leur vie, leur travail, leur environnement.

Une victoire de la droite et de l'extrême-droite précipiterait notre société dans plus de violence sociale, d'inégalités, d'intolérance, de divisions.

Macron, candidat de la finance et torpille contre ce qui reste de gauche à se tenir debout, veut la flexibilité et la précarisation à tous les étages et la réforme de la France au service des capitalistes.

Une victoire de la gauche en mai et en juin ouvrirait des possibles.



Mais de quelle gauche parlons-nous ? Celle qui a tissé la toile de la déconstruction des progrès issus des luttes, des rassemblements, du mouvement populaire, ou cette gauche qui veut reconstruire de la justice, de l'égalité, de la paix. Une victoire de la gauche qui combat le chômage, les inégalités, la pauvreté, une victoire de la gauche qui lutte et qui ouvre un nouvel espoir, un nouvel avenir de progrès. En une phrase, une gauche qui ouvre une alternative aux politiques d'austérité et néo-libérales dictées par le capitalisme financier.

Cette double question – alternative à l'austérité et au libéralisme et exigence de rassemblement – prend corps dans la société.

Nous n'y sommes pas pour rien, nous qui portons cette ambition

depuis des mois et avons fait le choix de ne pas présenter de candidat communiste aux élections présidentielles pour éviter la division et rendre plus fort une proposition de gauche alternative, en l'occurrence la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Mais nous n'en sommes qu'au début. Il nous faut éviter le piège d'attendre, de se dire que les présidentielles sont perdues pour le peuple, pour la gauche, qu'il ne s'agit que de prendre position pour la recomposition d'après du champ politique.

Cinq ans de politique de droite ou d'extrême-droite feraient voler en éclat des conquêtes sociales et démocratiques fondamentales de notre peuple, renforceraient la position idéologique des idées réactionnaires.

Face à la bande des trois, Macron, Fillon, Le Pen, il y a urgence. Urgence pour les gens, urgence pour la planète, urgence pour la démocratie, urgence pour les générations à venir.

Il ne s'agit plus maintenant de n'écouter que sa rancœur et son ressentiment. Il faut construire de l'espoir, se projeter vers l'avenir et les possibles de la situation, et construire dans le débat sur les contenus et les programmes les conditions d'une nouvelle majorité de gauche, basée sur un pacte de rupture avec le libéralisme, la monarchie présidentielle, le refus de prendre pleinement en considération les crises écologiques, et sur un programme de progrès social et démocratique. Sans rassemblement entre Hamon et Mélenchon, et au-delà, la gauche du PS, France Insoumise, le PCF, EELV, tout porte à croire que Macron, l'extrême-droite et la droite dure auront un boulevard devant eux pour balayer les idées de gauche et les acquis des luttes sociales à l'issue des Présidentielles et des Législatives.

Nous n'avons ni le droit, ni la volonté de nous résigner à la division et à la déroute de la gauche, en dépit des obstacles au rassemblement, et des différences de projets réelles mais

non insurmontables.

Construire le Front Populaire de notre époque est possible. Les dangers pour la population ne sont pas moins grands qu'en 1936, le besoin de transformation de notre système social, économique et politique également.



Nous voulons nous battre pour gagner, pour apporter de l'oxygène à la population et aux luttes des salariés, des chômeurs, des sans-droits, des retraités.

Renoncer par principe à toute perspective de rassemblement de la gauche sur des contenus de progrès tournant le dos au quinquennat Hollande est mortifère.

Attendre d'un homme ou d'une femme le rôle de sauveur suprême laisse l'avenir aux forces du capital. Rien ne peut changer, rien de peut se fédérer pour faire changer la politique menée depuis trois décennies, sans que le peuple s'en mêle.

C'est pourquoi la Fédération du Finistère du Parti Communiste appelle à un rassemblement citoyen à le Samedi 11 mars à BREST place de la Liberté à 14h pour dire notre exigence d'un rassemblement de la gauche authentique pour les Présidentielles et les Législatives, face à la triple menace MACRON- LE PEN- FILLON.

Nous invitons tous les citoyens de gauche soucieux d'éviter la victoire de la droite et de l'extrême-droite à participer à ce

rassemblement.

Nous invitons aussi toutes les forces associatives, syndicales, de gauche du Département à venir discuter avec nous des conditions d'un Pacte de majorité de gauche à 15h à la Maison des Syndicats pour débattre et construire ensemble.

Pour nous, parce que nous sommes des millions à gauche à le vouloir, ce pacte de majorité doit s'appuyer sur :

1. Une nouvelle ambition de progrès social avec l'abrogation de la loi El Khomri et son remplacement par une loi de sécurité de l'emploi et de la formation ; la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires, des retraites, des minima sociaux ; un développement de la Sécurité sociale avec la retraite à 60 ans et un retour progressif vers un remboursement de tous les soins à 100 % grâce à une réforme de son financement étendu aux revenus financiers ; un plan de financement du droit à l'autonomie des personnes âgées; un plan global d'action pour l'autonomie et l'émancipation de la jeunesse dans tous les domaines ; un plan de relance de tous les services publics, la fin de la baisse des dotations aux collectivités locales et un plan de mobilisation pour le logement social et contre les loyers chers.

2. Une VIe République démocratique qui nous sorte du régime présidentiel, avec notamment la proportionnelle à toutes les élections et un statut de l'élu-e, des droits nouveaux pour les citoyens et pour les salariés dans les entreprises, le droit de vote des étrangers résidant en France ; la lutte contre toutes les discriminations, qu'elles soient liées à l'origine, à la confession, à l'orientation ou l'identité sexuelle, la maladie ou le handicap ; le récépissé pour lutter contre les contrôles de police au faciès ; la constitutionnalisation du droit à l'avortement.

3. L'égalité femmes-hommes avec la création d'un ministère de

plein droit pour l'égalité femmes-hommes ; une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, l'éducation à l'égalité, le renforcement des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle ; des mesures pour garantir le droit à disposer de son corps

4. La lutte contre la finance pour prendre le pouvoir sur l'argent avec un plan d'action contre l'évasion fiscale, une COP fiscale mondiale, une réforme de justice fiscale, la création d'un pôle public bancaire pour changer le rôle du crédit, la suppression du CICE et une modulation de l'imposition des entreprises sur critères sociaux et environnementaux.

5. Un nouveau mode de production et de consommation visant la réponse aux besoins humains et la transition écologique avec un moratoire sur les licenciements et une nouvelle industrialisation créant un million d'emplois dans les filières d'avenir ; un plan d'urgence pour le climat et la qualité de l'air ; un nouveau modèle agricole garantissant des prix rémunérateurs aux paysans.

6. Une France à l'offensive en Europe et dans le monde avec la remise en cause du traité budgétaire européen et un fonds d'investissements financé par la BCE pour le développement des services publics et de l'emploi, une méthode de convergence sociale et fiscale par le haut, le respect des choix souverains des peuples européens ; une conférence européenne pour la paix et le désarmement ; l'abandon des négociations TAFTA, CETA et TISA au profit de nouveaux traités internationaux pour le bien commun.

Défendons la Sécu et la Santé pour tou.te.s le 7 mars à Brest

Au cœur du débat politique et des mobilisations sociales : la Santé et la Sécurité sociale.

Face à la gravité de la situation dans le secteur de la santé, la fédération du Finistère du Parti communiste appelle à donner le plus grand retentissement à la journée nationale d'action intersyndicale du mardi 7 mars et au rassemblement qui aura lieu ce jour à 11h à Brest, place de la Liberté.

Le mardi 5 mars, c'est une manifestation des personnels des EHPAD à l'appel d'une intersyndicale CGT- FO – SUD à laquelle le PCF appelle la population à participer à Brest.



De loi Bachelot en loi Touraine, avec la création des Groupements Hospitaliers de Territoire, notre système de santé, qui visait à l'excellence, s'est profondément dégradé. Les politiques d'austérité ont fait reculer dangereusement l'accès aux soins, particulièrement pour les plus modestes, des territoires ruraux ou des quartiers urbains se transforment en déserts médicaux, l'hôpital public est en crise, le détricotage de la Sécurité sociale universelle et solidaire construite au sortir de la Résistance a ouvert une autoroute aux complémentaires privées lucratives.

Dans notre département, pas une semaine sans qu'une alerte soit lancée, un scandale dénoncé. Fermetures de lits et de services, notamment en psychiatrie à Morlaix et Quimperlé, d'autres à venir, comme celle de la blanchisserie de l'hôpital de Landerneau ; partout des urgences au bord de l'explosion, avec des malades sur des brancards et des personnels à la limite de l'épuisement ; hôpitaux de proximité menacés de nouveaux reculs ; EHPAD où le dramatique manque de personnel aboutit à une véritable maltraitance tant des salarié-e-s que des pensionnaires ; établissements de soins de suite et de réadaptation dont l'existence même est mise en cause par la prochaine application de la tarification à l'activité, comme à Brest et Roscoff ; partenariats public-privé comme celui de la filière gériatrique Ouest-Cornouaille, l'argent public allant ainsi grossir les dividendes versés par le groupe privé Orpea-Clinea à ses actionnaires dont le principal est un fonds de pension canadien !

Partout souffrance extrême des personnels et usagers.

Notre santé est en danger.

Toutes et tous ensemble, mobilisons-nous le 7 mars pour la défendre !

Et au-delà, mettons en échec les projets néo-libéraux de Marine Le Pen, François Fillon et Emmanuel Macron qui se traduiraient par encore moins d'accès aux soins, plus d'inégalités sociales et territoriales, moins de solidarité et d'universalité, et plus de profits pour les grands groupes financiers.

À l'opposé, les communistes mettent en débat le 100 % Sécu, c'est-à-dire le remboursement à 100 % par la Sécu de tous les soins prescrits, couplé avec une toute autre conception de la santé et de la protection sociale, qui aurait la réponse aux besoins comme finalité, l'égalité, la solidarité, l'universalité comme visée, la démocratie comme outil, le

service public comme pierre angulaire, le financement étant assuré par la cotisation sociale modulée selon les entreprises et étendue aux revenus financiers.

Dans un pays où 60 à 100 milliards d'euros par an s'évadent vers les paradis fiscaux au détriment des caisses de l'État, où les profits des entreprises du CAC 40 battent tous les records par rapport à nos voisins européens, l'argent existe pour mettre en œuvre cette politique.

Les communistes vous invitent à porter avec eux ces exigences, pour la santé, pour l'humain d'abord !

Déclaration de la fédération du PCF finistérien le 4 mars 2017.